

REPÈRES

d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 71

octobre 2023

2023

7^e
Rencontres
Régionales

Travail Cinéma®

du 15 octobre au 1^{er} décembre 2023

Environnement,
Travail,
Syndicalisme.

Quelles interactions ?

Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie • photo : Giordano Altar - adobeStock.com • septembre 2023



irhs Midi-Pyrénées

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE

Tél. : 05 61 23 35 77

Email : irhs.mp@orange.fr - Web : irhs-midi-pyrenees.com

Directeur de publication : Alain Raynal

Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie

Imprimerie Techni Print

Numéro CPPAP : 0424 G 93025

Prix : 5 €



LARA SEP-IA



→ Sommaire

Édito page **3**

7èmes Rencontres Régionales Travail Cinéma

Au programme page **4**

7èmes RRTC

Interview Olivier Azam

Les Mutins de Pangée page **6**

Livre

Histoire de la gare Matabiau page **8**

IDHS 31 et APA

Paroles de syndicalistes page **9**

Industrie automobile

La Neutral et la CGT page **12**

La CGT et le féminisme

Maryse Dumas à Albi page **13**

IDHS Haute-Garonne

La Bourse du Travail et Jean Jaurès page **14**

Bulletin d'adhésion 2023

Institut Régional **CGT** d'histoire sociale Midi-Pyrénées

— Adhésion individuelle —

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Adresse mail :@.....

— Adhésion collective (Syndicats, Collectivités, Organisations...) —

Organisation
Adresse
Code postal Ville
Adresse mail :@.....

J'adhère à l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées et je m'abonne à la revue trimestrielle de l'Institut Régional (prix de l'abonnement compris dans la cotisation)

Individuel27 € Soutien*50 € (ou plus)
Collectif55 € Soutien*100 € (ou plus)

Je m'abonne seulement à la revue trimestrielle de l'Institut Régional: 15 €

Je m'abonne au cahiers de l'Institut National : 18 €
(à rajouter au tarif d'adhésion Individuel ou Collectif sans soutien ou à l'abonnement seul au bulletin trimestriel de l'Institut Régional)

Renvoyer ce bulletin à :

Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE
Accompagné du règlement (annuel) à l'ordre de :
IRHS-CGT Midi-Pyrénées



ipeca.fr

IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIAL CIVIL ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour le bien-être de la communauté de l'aéronautique et de l'aérospatial civil et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur dans tous les domaines de la protection sociale complémentaire, **collective ou individuelle**, en **santé** comme en **prévoyance**.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ / GARANTIE DÉCÈS / SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus : **0 810 510 510** Service 0,05 € / appel * prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15
Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

IPECA
UNE VIE À VOUS PROTÉGER

➔ Info, des faux, défaut...

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ! Ce proverbe bien connu me souffle à l'oreille une autre remarque : Il n'est pire mal informé que celui qui regarde et écoute les seules chaînes d'infos.

Sur l'ensemble de la planète, le capitalisme au service du tout libéral – et parfois au-delà – monopolise les grands circuits de l'information : les réseaux sociaux, télévisions, radios, presses écrites... Rien ne leur échappe sauf quelques unités résistantes. En France c'est ce que les journalistes du « Journal Du Dimanche » ont tenté de stopper par une lutte exemplaire de six semaines. Ce combat est inégal car face à ces milliardaires, le pouvoir politique ne les soutient pas dans leur lutte, au contraire. Pour la presse écrite, seuls deux titres nationaux gardent encore leur indépendance financière donc éditoriale, mais ils sont étouffés financièrement par un manque organisé de ressources publicitaires.

On pourrait penser que grâce aux chaînes publiques de télé, l'info nous parvienne correctement et fiable. C'est de moins en moins le cas. Le rôle essentiel que tiennent les journalistes est progressivement écrasé pour laisser la place aux spécialistes-experts-consultants qui nous distillent la seule info que nous devons connaître. Le gouvernement fait semblant de se bouger en prenant des mesures contre les « fake news », mais il baigne lui-même dans ce système de fausses infos, cet intoxic permanent comme lors de l'épidémie Covid ou au cours de l'affrontement contre la réforme des retraites.

Influencer les peuples via les infos n'est pas nouveau. Les pamphlets, même en petite diffusion, ont eu pour certains des effets considérables. Dans les années 1930 en pleine crise

financière et sociale, des publications nauséabondes font monter l'extrême droite jusqu'aux portes de l'assemblée nationale et tenter un renversement par la force. Quelques jours après, en février 1934 la CGT, le PCF et la SFIO repoussent ce coup de force. Pendant la seconde guerre mondiale, l'enjeu de l'info, quelque soit sa provenance (pétainiste, nazi, BBC, tracts et journaux clandestins ...) n'est plus à démontrer. En 1944, le gouvernement provisoire met en application le programme du Conseil National de la Résistance. Les premières ordonnances adoptées les 6 mai, 26 août et 30 septembre 1944 concernent l'organisation de la presse, son mode économique et son interdiction de concentration. Dès 1947, des patrons de presses remettent en cause le contenu de ces ordonnances rouvrant le droit du marché et des concentrations de titres pour les mêmes propriétaires.

Une fois de plus le pouvoir politique s'abaisse devant le pouvoir du capital et lui ouvre les portes en grand par des lois remettant aux oubliettes un vrai pluralisme de la presse et de tous les canaux d'informations. Et aujourd'hui, être bien informés, ça nous fait vraiment défaut.

Philippe Leclerc

→ Invitation

« Environnement, travail, syndicalisme : quelles interactions ? »

C'est parti pour les 7^{èmes} Rencontres Régionales Travail Cinéma organisées par l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées et les Instituts départementaux.

Elles se dérouleront à partir du 15 octobre pour s'achever le 1^{er} décembre à l'École Nationale Supérieure d'AudioVisuel (ENSAV) de l'université Jean Jaurès de Toulouse.

Sans le soutien de fidèles partenaires - l'ENSAV, le Centre de conservation de la Cinémathèque de Toulouse, la Région Occitanie, le Comité régional CGT - ces Rencontres ne pourraient avoir lieu. Qu'ils en soient remerciés.

Les choix de films, documentaires, fictions et les discussions aborderont les problématiques posées entre la nécessaire défense de l'environnement, les activités humaines dans ou hors de l'entreprise et l'action syndicale. Intitulées « *Environnement, travail, syndicalisme : quelles interactions ?* », elles s'inscrivent dans l'initiative lancée depuis plus d'un an par l'IHS national qui se prolongera par un important colloque les 30 novembre et 1^{er} décembre 2023 à Aubervilliers, sur le thème « *Syndicalisme et environnement : approches historiques et sociologiques (19^{ème} et 20^{ème} siècles)* ».

L'environnement occupe une place décisive dans le débat public et donc parmi les salariés et les syndicats. Suite à ce constat, le président national de l'IHS-CGT Gilbert Garrel note que « *si le mouvement syndical n'a pas été écologiste avant l'heure, il n'a pas été non plus indifférent aux questions environnementales, et pour casser ces préjugés tenaces, rien de tel donc que le travail sur l'histoire* ». Des recherches montrent que les syndicats se sont intéressés de longue date aux effets sanitaires des produits utilisés dans la production et à l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Plusieurs instituts départementaux en Midi-Pyrénées ont ouvert des archives, recueilli des témoignages et rédigé des articles publiés dans « Repères ». C'est le cas plus précisément pour :

- Le dossier de l'amiante (Repères n°68), pour lequel le syndicat CGT de l'usine Eternit de Terssac et particulièrement Jean-Marie Birbès ont, pendant plus de vingt ans, soutenus par des chercheurs, mené un combat contre l'amiante jusqu'à

son interdiction définitive en 1997. Un important documentaire de Pierre Pezerat « *Les sentinelles* » (voir page ci-après) retrace ces mobilisations.

- À Albi, dans le Tarn-et-Garonne, un établissement connu localement sous l'appellation « l'usine des Mousses » a régulièrement défrayé la chronique pour ses rejets chimiques durant 35 ans d'activité (Repères n°70).

- À Toulouse, dans le quartier des Minimes, pendant plus de 60 ans, la société STCM a été active dans le traitement chimique des métaux. Les sols et l'air ont été pollués par le plomb. Syndicaliste et riverains s'activent pour la sécurité sanitaire (Repères n°70).

Cette 7^{ème} édition se déroulera dans plusieurs villes de la région (voir ci-contre).

Notre souhait : que ces rencontres cinématographiques entre salariés, universitaires, réalisateurs, syndicalistes soient toujours plus fécondes pour mieux interagir avec le monde actuel.

JOURNÉE RÉGIONALE

1^{er} décembre à l'ENSAV 56, rue du Taur, Toulouse

14 h : Carte blanche aux étudiants de l'ENSAV
Projection des travaux des étudiants de l'école. Discussion.

15h30 : Film d'archives proposé par le Centre de conservation et de recherche de la Cinémathèque de Toulouse.

16h30 : « Péchiney et après ? »
Documentaire de Gladys Déprez et Valérie Guillaudot

20 h : Projection du film « *La syndicaliste* » de Jean-Paul Salomé (2022) (à confirmer).

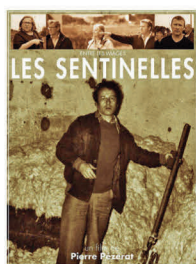
17h30 : Table ronde et débat : « Développement durable et travail : comment avancer ? » Avec la participation de la réalisatrice Gwladys Déprez, de Lionel Pastre, secrétaire du comité régional CGT d'Occitanie ; Ludovic Arberet, ingénieur de l'environnement et de l'agriculture, membre CGT du CESER, et autres intervenants...

18h45 : Buffet

➔ Parmi les films proposés...

Les sentinelles. Les luttes pour l'interdiction de l'amiante

Réalisé par Pierre Pézerat. (2016)



« Josette Roudaire et Jean-Marie Birbès étaient ouvriers, en contact avec l'amiante. Paul François est agriculteur, malade à cause des pesticides. Ils rencontrent Henri Pézerat,

chercheur au CNRS, qui a marqué leurs vies en les aidant à se battre pour que ces empoisonnements ne restent pas impunis... Chacun raconte, des années 1970 à 2015, les rencontres décisives, l'interdiction de l'amiante et le rôle joué par Henri Pézerat, l'attaque de Paul contre Monsanto, mais aussi le sentiment que la justice n'est pas encore passée, ni pour les responsables du grand mensonge de l'amiante, ni pour ceux de la catastrophe annoncée des pesticides ».

Rouge

Réalisé par Farid Bentoumi. (2020). Durée 86 mn. Le film est inspiré de faits réels.

« Nour Hamadi est engagée comme infirmière et secouriste en milieu professionnel dans l'usine chimique Arkalu dans laquelle travaille son père délégué syndical. Une journaliste, Emma, enquête sur les rejets de déchets par l'usine... Elle pose des questions que les ouvriers jugent dérangeantes sur la pollution et le rejet de liquides toxiques en pleine nature par l'usine.... Nombre d'ouvriers minimisent, voire nient leurs problèmes de santé liés à cette pollution par peur de perdre leur emploi... »

La syndicaliste

Réalisé par Jean-Paul Salomé. (2022). Durée 122 mn

« Un matin, Maureen Kearney est violemment agressée chez Elle. Elle travaillait sur

un dossier sensible dans le secteur nucléaire français et subissait de violentes pressions politiques. Les enquêteurs ne retrouvent aucune trace des agresseurs... est-elle victime ou coupable de dénonciation mensongère ? »

Dark Waters

Réalisé par Todd Haynes. (2019). Durée 126 mn.

« Robert Bilott, avocat à Cincinnati, est contacté par un éleveur, son troupeau de vaches a été décimé. Son exploitation est située juste à côté d'un site d'une entreprise de produits chimiques. L'avocat va peu à peu découvrir que toute la population locale est touchée. En effet, l'eau est polluée, notamment par la présence de PFOA utilisé pour des produits de la marque Téflon... »

Le mystère Silkwood

Réalisé par Mike Nichols. (1983). Durée 131 mn.

« Karen Silkwood, employée dans une usine de traitement nucléaire, voit un de ses collègues de travail contaminé. Malgré les intimidations de sa hiérarchie, elle va tenter de mettre à jour de sombres affaires mettant en danger le personnel. Cette histoire s'inspire d'un fait divers qui a marqué l'Amérique... »

Mais encore...

- « **Entrée du personnel** » de Manuela Fresil (2013)

- « **Les algues vertes** » de Pierre Jolivet (2023).

- « **Erin Brockovich** » de Steven Soderbergh (2000)...

➔ ET EN RÉGION...

9 novembre

Toulouse. Espace Job

105 Route de Blagnac

- 18 h 30. « **AZF : au coeur du chaos** », en présence du réalisateur. Débat

- 20 h 30. « **Dark waters** » réalisé par Todd Haynes.

9 novembre.

Albi. Salle Arce

-20 h 30. Film « **Les sentinelles** ». *Les luttes pour l'interdiction de l'amiante.*

Réalisé par Pierre Pézerat. Débat

21 novembre

Tarascon-sur-Ariège. Salle Sabart

- 18 h 30. « **Seveso le gaz** » (INA). Suivi de « **Rouge** » réalisé par Farid Bentoumi.

22 novembre

Tarbes. Bourse du Travail

- 17 h 30. Film « **Rouge** » réalisé par Farid Bentoumi. Débat

23 novembre

Montauban. Cinéma La Muse à Bressols.

-18 h. Film « **Les sentinelles** » réalisé par Pierre Pézerat. Débat

- 20 h 30. Film « **Rouge** » de Farid Bentoumi.

Auch (programme à venir)

Lot (programme à venir)

→ Entretien

CinéMutins : une référence dans le cinéma engagé

Coopérative audiovisuelle et cinématographique de production, d'édition et de distribution (en salles, DVD, VOD), « Les Mutins de Pangée »¹ se concentrent sur le cinéma politique et social. Depuis 2014, « CinéMutins »², nouvelle plate-forme numérique de vidéos à la demande (VOD), propose en ligne de nombreux films consacrés à l'histoire sociale, aux luttes sous toutes leurs formes : ouvrières, paysannes, anticoloniales, féministes, écologistes... Nous avons proposé à l'équipe des « Mutins de Pangée » d'être partenaire pour nos 7^{èmes} Rencontres Régionales Travail Cinéma.

Lors d'une récente rencontre, Olivier Azam, cofondateur, réalisateur de documentaires, directeur de la photographie, nous en dit plus sur les fondements et le travail des « Mutins de Pangée ».

- Pouvez-vous nous rappeler la création, l'originalité et les objectifs des « Mutins de Pangée » ?

Olivier Azam : Notre groupe fondateur de cinq personnes est issu du mouvement oublié aujourd'hui des Télévisions et médias libres. Après avoir créé en 1999 « Zalea TV » (zone d'action pour la liberté d'expression audiovisuelle), nous décidons de nous lancer sur une production coopérative audiovisuelle et cinématographique. Les « Mutins de Pangée » voient ainsi le jour en 2005. Spectateur des ciné-clubs en circuit indépendant, j'ai toujours associé le cinéma aux discussions d'avant et d'après film. C'est inscrit dans son ADN.

Notre équipe était animée d'un désir et d'une pratique de la télé libre et d'un cinéma engagé sous toutes ses formes. Grâce à notre démarche coopérative, et aux atouts de notre petit collectif multi-casquettes autour du cinéma, (monteurs, producteurs, réalisateurs), nous nous considérons comme des artisans maîtrisant de A à Z leur savoir-faire. Nous souhaitons produire et réaliser différemment des films, en indépendance avec le maximum possible de liberté. N'oublions pas que le cinéma reste un art mais aussi une industrie avec des soucis liés aux financements. Pour réaliser et produire un film il ne suffit pas seulement d'une bonne idée, d'un bon sujet et d'une bonne cause. Des gens

comme René Vautier, comme Bruno Muel, ceux du groupe Medvedkine ont été pour nous des « pères ». Issus du mouvement des télévisions libres, nous n'avons jamais bénéficié de production avec la télévision, nous avons donc dû nous débrouiller par nous-mêmes. Nous devons agir autrement. Nous nous sommes très vite associés au renouveau du cinéma engagé en salle, dans les portes entre-ouvertes par Pierre Carles et ses soutiens. Sous son impulsion, nous avons réalisé un premier film « agit-prop » avec « Désantubage cathodique ». Cette pratique du cinéma en salle, accompagné de débats, a bien marché. Cela nous a encouragé à construire sur du crédible et durable.

- Pour les financements ?

Olivier Azam : Nous avons débuté en finançant nos films directement par souscription. Par un financement totalement indépendant et prenant appui fondé sur les recettes des projections. Je rappelle qu'à la Libération la création du Fonds de soutien du cinéma reste une conquête majeure du cinéma français, grâce aux



Photo D.R.

Olivier Azam

communistes, aux syndicalistes CGT, et plus globalement aux gens du cinéma.

« La réussite de « Chomsky et Cie » (2007) coréalisé avec Daniel Mermet nous a ouvert des possibilités. De producteurs et réalisateurs nous sommes devenus diffuseurs. Les quinze premières années nous avons pris appui sur la diffusion de DVD. D'abord de nos propres films, puis les films de René Vautier. Avec pour mission : éditer de l'histoire du mouvement social, et, plus largement, préserver

tout un patrimoine alors mis à mal. Aujourd'hui, nous totalisons plus de quatre-vingt-dix DVD et coffrets.

- C'est alors que vous vous engagez assez vite sur la Vidéo à la demande (VOD)

Olivier Azam : Nous l'avons choisi comme une contrainte positive. Nous avons été parmi les premiers dès 2014, avant même Netflix. La crise du COVID nous a incité à anticiper. Nous avons créé « CinéMutins » en 2020, devenu aujourd'hui une plate-forme de référence dans le monde de la VOD avec la mise à disposition des films après leur chargement. Référence aussi dans le monde du cinéma engagé et au-delà.. Officiellement reconnu par le Centre National du Cinéma (CNC), nous sommes pas mal soutenus pour cette activité. Même si pour la production, milieu très fermé, c'est une toute autre histoire.

- A quoi attribuez-vous cette réussite ?

Olivier Azam : A deux mots moteurs : curiosité et complexité. La curiosité, qui n'est pas dans l'air du temps et de l'époque est plus qu'essentielle. C'est un combat de tout instant. Le cinéma nous ouvre des fenêtres sur le monde. Nous voulons cultiver cette curiosité. Sur « Ciné-Mutins » nous proposons également des films récemment projetés dans les cinémas. Ils nous permettent de porter notre

attention sur des films plus complexes, plus rares car moins médiatisés. Encourager la curiosité exige un travail et un effort car il est plus difficile de réunir du public sur des œuvres plus complexes moins connues. Cela nous demande d'écrire du rédactionnel, d'en parler, de diffuser, de coopérer aussi en suggérant des propositions³, des idées, des thèmes de discussion.

La complexité réfute l'idée de la facilité, d'en rester aux idées reçues, ou à la diffusion d'un catéchisme. « Nous ne sommes pas là pour faire pleuvoir où c'est déjà mouillé », comme dit mon copain Daniel Mermet. Ni pour rassurer. Plus la situation et la vie deviennent insupportables, plus l'ouverture d'esprit et l'envie pour les gens de se confronter menacent de se refermer. On défend fermement ces choix. Là sont notre particularité et nos atouts.

- Vous restez très attachés à la question sociale et à sa mémoire, à la mémoire aussi d'un patrimoine du cinéma engagé. Pourquoi ?

Olivier Azam : Effectivement. L'histoire sociale, c'est essentiel. Faut-il expliquer l'utilité du temps gagné à connaître l'histoire ! Nous ne crions pas pour autant victoire. L'époque et le fait que le medium internet soit aujourd'hui dans les mains des géants du net qui détiennent un pouvoir énorme ne favorisent pas les prises de conscience. Sommes-nous

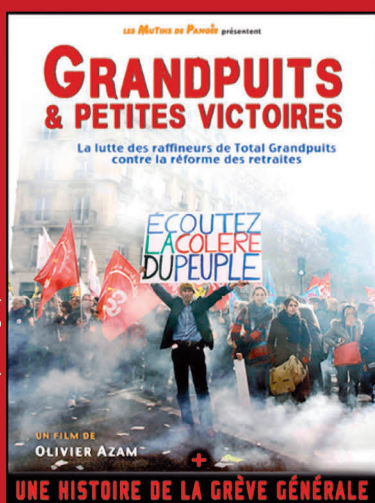
vraiment clairvoyants sur l'énormité de la manipulation ? L'objectif de ces géants est de vendre, donc de nous tenir en haleine et en permanence connectés. Je conseille la lecture de « Toxic Data » (Flammarion) de David Chavalarias, chercheur au CNRS.

Peu de films existent sur ces questions, et pourtant elles déterminent déjà le monde du travail, les tissus et les rapports sociaux. Ces enjeux nous préoccupent d'autant que nous ne pouvons difficilement contourner l'utilisation des outils de la « Big Technologie » dont nous nous méfions. Depuis le début nous avons travaillé sur tous les supports. En revanche nous défendons et défendrons toujours les projections et les débats publics. Sans cela on est perdu. C'est là aussi un combat à mener.

Propos recueillis par Alain Raynal

(1) www.lesmutins.org
(2) www.cinemutins.com

(3) En solidarité avec les grévistes lors du grand mouvement social contre la réforme des retraites, « Les Mutins de Pangée » ont mis à disposition dès janvier 2023 de cent films, avec l'accord des distributeurs et des réalisateurs, au profit des caisses de grèves. 770 projections publiques ont été organisées avec 155 000 euros collectés et distribués en autogestion totale.



Réalisations Olivier Azam...

- « Je déboule à Kaboul » sorti en festivals à partir de 2004 ; édité en DVD (2002)
- « Chomsky et Cie », avec Daniel Mermet (2008), coffret DVD
- « Chomsky et le pouvoir », avec Daniel Mermet (2009), coffret DVD
- « Grandpuits & petites victoires », (2011)
- « Howard Zinn, une histoire populaire américaine », avec Daniel Mermet (2015)
- « La Cigale, le Corbeau et les poulets », (2017)

➔ Gare Matabiau : une épopée sociale

Sous le titre « 1856 : Gare Matabiau le train arrive enfin ! », le livre écrit par Thierry Bonnafous, édité aux Editions Midi-Pyrénéennes parrainées par Didier Foucault, est une vraie pierre de Saintonge de plus posée au fronton du célèbre édifice toulousain. Notre camarade Georges Muratet, syndicaliste CGT cheminot, militant de l'histoire sociale et auteur (*) l'a lu. Il y apporte une dimension sociale inséparable de l'épopée du train.

La plume de l'auteur nous remémore l'arrivée en gare Matabiau du premier train en date du 31 août 1856. Venant d'Agen pour un retour d'un trajet initial vers la Préfecture du Lot-et-Garonne, c'est à cette date que le train d'honneur arrive en gare. Devant une multitude de personnalités religieuses et civiles, quatre locomotives à traction vapeur reçoivent la bénédiction archiépiscopale, précédant repas en Préfecture de la Haute-Garonne, et entre les murs du Capitole placés sous la reconnaissance permanente de l'Empereur Napoléon III.

Peut-être manque-t-il dans l'ouvrage la narration des prémices, avec le vœu voté par le Conseil Municipal de la ville rose en date du 10 mars 1852, et une étude précédente réalisée le 31 décembre 1843, mais l'essentiel est de développer cette nécessité apparue, touche après touche, de relier l'Océan Atlantique à la Mer Méditerranée, notamment avec cette inestimable liaison réalisée par canal fluvial, grâce au génie de Pierre Paul Riquet, entre Bordeaux et Cette, que l'avenir baptisera Sète.

L'ouvrage précédemment cité est une véritable prouesse, capable de couvrir



Une délégation de cheminots CGT (Lalubie, Monié, Benazel... noms à confirmer) en gare Matabiau en 1937.

Photo archives cheminots CGT (D.R.)

cent soixante sept ans d'une telle aventure humaine, technologique et politique en seulement quarante quatre pages.

Avec, en tout début, ces sempiternelles trois possibilités d'explications concernant le nom de « Matabiau ». Soit le nom de famille d'un notaire donné à une porte des anciens remparts représentés depuis par les boulevards ; le calvaire de Saint-Saturnin accroché à un taureau depuis la rue du Taur pour expier dans un pré à l'endroit de la future gare ; ce même endroit où les bovins étaient occis pour nourrir la population autochtone (Mater- Tuer le Biau en occitan).....

Débat toujours en cours.....

La suite est une évolution naturelle, d'abord confiée aux frères Isaac et Emile Pereire, avec celle des premiers bâtiments de la gare, ainsi que des travaux extérieurs, avec les élaborations de l'écluse

et du Pont de Bayard pour faciliter les relations avec la couronne de la ville de Toulouse, qui souhaite se développer pour les échanges de marchandises et les mouvements de la population.

La bataille fait rage entre différentes Compagnies Ferroviaires qui fonctionnent à coup de concessions. C'est notamment le cas entre celle du Midi et celle d'Orléans tant chacune défend son pré carré. En 1879, une déclaration d'utilité publique donne de l'air au nœud ferroviaire toulousain en admettant une liaison Montauban/Brive. Prolongée en 1893 sur Limoges. Ainsi se dessinent les prémices de la ligne POLT (Paris/Orléans/Limoges/Toulouse) qui, plus tard, fêtera la mise en service du « Capitole » ce train rouge à grande vitesse fierté de l'entreprise nationalisée.

Une surcharge de Matabiau motive une annexe à Saint-Cyprien.

Cette dernière insuffisante va provoquer un agrandissement de la gare au début du XX^e siècle, alors que depuis 1864 existe une marquise, construite par l'entreprise de Gustave Eiffel, pour la protection des voyageurs.

Ce vaste chantier permet la naissance d'une deuxième gare, sous l'égide de Marius Toudoire, déjà architecte de la gare Saint-Jean à Bordeaux et du campanile de la gare de Lyon à Paris. Sur la façade de l'édifice en pierre de Saintonge, alors que s'élève sur le côté un espace Messageries et que les Marchandises sont transférées à Raynal, vingt six blasons fleurissent pour rappeler les villes desservies par la Compagnie.

La nouvelle gare Matabiau sera inaugurée en 1906.

Très achalandé jusqu'au tout début du XX^e siècle, l'ouvrage lâche prise ensuite, même si quelques pages n'hésitent pas à mentionner le large éventail de fréquentations de Matabiau dans le cadre des diversités d'une grande agglomération comme Toulouse « Métropole régionale ». Evidemment, apparaît également la complémentarité du rail (dont le matériel roulant et les ateliers d'entretiens ne cessent de se moderniser) avec la réalité des tramways et même parfois la concurrence des bus de ville et de campagne si ce n'est des voitures automobiles bénéficiant aux abords de Matabiau du Parcotrain. Ou celles de l'avion à partir des années 1960/70.

Enfin, le livre donne sa place au développement des Transports Express Régionaux les fameux TER, si complémentaires des lignes de Métro existantes et à venir ainsi qu'à de futurs grands travaux à Matabiau et dans les proches quartiers pour développer tous ces projets notamment celui d'accueillir une desserte moderne TGV depuis la Capitale Française.

Où le bât blesse le plus, c'est l'absence de toute dimension sociale hormis les développements des quartiers Bonnefoy, Marengo et Guilheméry offrant des

possibilités d'espaces logements pour faciliter la dure vie des cheminots appelés à travailler à toutes heures y compris les week-ends et cette « Caisse de Retraite et de Prévoyance » décidée par les actionnaires de la Compagnie du Midi afin d'assurer l'existence des employés après vingt cinq ans d'âge....

C'eut pu offrir tribunes aux luttes des cheminots avant 1937, notamment celles des années 1920 où les Compagnies n'hésitèrent devant rien pour briser tout mouvement de contestations et de propositions avec l'aide de l'armée et en multipliant les mises à pieds comme les révocations et les déplacements de personnels, souvent très loin de leurs familles.

1937 et 1938 sont également absentes alors que créant la SNCF entreprise publique supplantant les hégémonies des anciennes compagnies.

Au-delà de ces mouvements sociaux historiques qui persisteront dont certains comme ceux de 1971, de 1986 ou 1995 resteront au Panthéon des luttes ouvrières, un autre manque flagrant mériterait d'être rétabli.

Il s'agit de l'engagement héroïque des cheminotes et cheminots dans la Résistance nationale au fascisme et à l'occupation des forces allemandes entre 1940 et 1945.

A ce propos, une première plaque accolée à une arche du Pont Raynal avec l'inscription de six noms et une autre sous

les blasons de la façade de la gare Matabiau, sur laquelle sont inscrits trente et un noms (dont les six de Raynal), tombés les 19 et 20 août 1944, les armes à la main alors que, défendant les enceintes SNCF jusqu'à lancer les combats pour libérer la ville, avec l'appui des Maquis du Lot, à l'appel du « Groupe Insurrectionnel Matabiau », sont honorées chaque année à l'une de ces deux dates.

En face de celle du mur d'accueil de la gare voyageurs, sur une plaque ciel/bleu d'été, l'Esplanade a pris le nom de Georges Malgouyres, leur chef sous le nom de « Colonel Rolin »....

Avec son identité réelle ou son patronyme Résistant, tout est dit !

Georges Muratet

- (*) - « *Castelmaurou. Citadelle de Mauron* ». Editions Privat.
- « *Rupture ou la Grève* ». Editions Privat.
- « *La croisée des chemins* ». Editions de la Renaissance.
- « *A la poursuite du vent* ». Editions de la Diège. (Avec « *Une soirée comme une autre en Pays Toulousain sous la Révolution* ». Théâtre)
- « *Gens du rail* ». (commentaire technique cheminot du texte de Didier Daeninckx et des photos de Georges Bartoli). Editions Privat.
- « *Le Concert des Pupilles* ». Editions de la Diège.
- « *Les Martyrs du Bois de la Reulle* ». Editions de la Diège.
- « *La mémoire en bandoulière* ». Imprimerie Caladoise.
- « *Les Fusillés du Bois de la Reulle* ». Editions BOOKS.

Photo André-Pierre pour « La vie du rail »



Ouvriers cheminots aux machines-outils à Matabiau. Novembre 1973.

➔ Paroles de syndicalistes...

En novembre 2021, l'IDHS Haute-Garonne et l'Association pour l'autobiographie et le Patrimoine Autobiographique qui toutes deux collectent, conservent et valorisent des documents estiment qu'un travail commun à partir de leurs archives serait intéressant. Elles concluent un partenariat. Au fil des rencontres, le projet s'élabore, s'enrichit et débouche sur le recueil de témoignages de femmes et d'hommes syndiqué(e)s ou l'ayant été à travers un atelier d'écriture. Un cahier APA est réalisé avec des extraits de textes écrits en atelier et de textes archivés par les deux associations. Ce travail débouche sur l'organisation d'une lecture publique théâtralisée.

L'objectif commun reste la transmission et la mise en valeur de parcours de vie militants à travers les récits de syndicalistes d'hier et d'aujourd'hui, de partager des expériences, de témoigner d'une époque...

En mars 2022, l'appel à témoignages est lancé auprès de militant(e)s CGT. En juin, le premier atelier d'écriture se tient à la Bourse du Travail de Toulouse. Sept militant(e)s, trois femmes et quatre hommes dont cinq retraités y participent. Cinq thèmes sont retenus : « *Se syndiquer. Militier. Le syndicat, facteur d'émancipation. L'engagement syndical et ses répercussions sur la vie professionnelle et personnelle. Les luttes* ». Un sixième atelier est proposé sur le thème du « *syndicalisme aujourd'hui* ».

Le Cahier APA est en cours de rédaction. Il réunit des textes rédigés ou lus en atelier, des extraits de textes puisés dans les fonds respectifs. Parmi les nombreux textes, nous en reproduisons quatre...

Restitution publique le samedi 25 novembre

L'ensemble des textes sélectionnés seront mis en scène et lus par Anne-Marie Camus, comédienne, accompagnée en musique par Daniel Masson, musicien. Ils seront lus par des adhérents de l'IDHS 31 et de l'APA.

C'est à partir de 17 heures dans la salle Jean Jaurès à la Bourse du Travail de Toulouse.

Mado Rodriguez : « Ne plus avaler les mensonges des patrons... »

« En 1966, je suis arrivée à Toulouse, venant de Saint-Affrique dans l'Aveyron. J'ai trouvé du travail dans un atelier, chez AUDAX.

« Mon père qui était syndiqué à la CGT, m'a dit un jour : « tu vas venir avec moi à la Bourse du Travail. Tu dois te syndiquer, maintenant que tu travailles, c'est normal ». C'est ainsi que j'ai débuté, même si je ne militais pas.

« Quelques mois après, j'ai trouvé un autre atelier, chez Mavela. Un jour une fille vient me voir et me demande si je veux adhérer à la CGT, j'ai dit oui, sans plus, elle était sympa ... Quelques mois plus tard, la direction a « dégraissé » comme ils disent. Elle a réuni tout le personnel et nous a annoncé, par haut-parleur, les noms des licenciées. L'horreur, ça pleurait, ce n'était pas juste. Je suis partie chez Sarfati, confection fémi-

nine, où depuis plusieurs mois, ma sœur avait trouvé du travail.

« Mai 68. Avec les copines, nous nous posons des questions, nous avons les mêmes revendications que ce qu'on entend à la radio. Donc nous demandons à notre père de venir avec les gars du bâtiment pour bloquer les portes et nous empêcher d'entrer... Nous décidons de monter le syndicat CGT. C'est là que mon militantisme a débuté, aidée par les autres camarades, tout en tenant compte de l'avertissement paternel : « Si tu es déléguée CGT, tu ne dois avoir aucun reproche » Depuis j'ai constaté que militer, fait qu'on s'ouvre aux autres, on partage, et surtout que nous n'avalons plus les mensonges que les patrons ou les politiques veulent nous inculquer. »

Dominique Charrier : « M'associer à une grande famille... »

« Durant plusieurs années, nous avons monté des projets avec des associations toulousaines. Le chômage explosait et je supportais de moins en moins le fossé grandissant entre ceux qui travaillaient et ceux que je côtoyais à l'extérieur. J'avais participé activement à la marche des chômeurs en 1997 et l'idée d'organiser un forum sur l'emploi au Comité d'entreprise avec les associations et les syndicats nous semblait importante. Des syndicats invités, seule la CGT a répondu présente. »

« Deux événements ont été les déclencheurs de ma ré-adhésion à la CGT en 1996 mais cette fois-ci avec conviction et en sachant pourquoi je choisisais ce syndicat et pas un autre. Je connaissais

les actions de ce syndicat qui soutenait et défendait aussi les privés d'emplois, les intérimaires, les sous-traitants, les migrants... et qui luttait pour la paix et contre l'extrême-droite. Oui, c'est bien à cette grande famille que je voulais m'associer, j'ai été presque aussitôt mandatée comme déléguée syndicale. C'était pour moi l'occasion d'agir sur les thèmes qui me tenaient tant à cœur, l'emploi et l'égalité. Je me souviens avoir hésité car je ne me sentais pas la carrure pour cela. Heureusement, j'avais l'habitude de discuter avec des collègues des questions de formation. J'avais aussi l'expérience du travail en équipe avec les membres de la « Commission ouverture » et des associations toulousaines. Mais désormais c'était différent, je représentais les salariés et la CGT. »

Jean-Claude Baudelot :
« Comme une école de la deuxième chance... »

« Jeune ouvrier confronté à l'âge de 18 ans à la vie professionnelle sans avoir fait de longues études, l'éducation syndicale m'aura permis de participer à ce que l'on appelle aujourd'hui « l'école de la deuxième chance ». Réfléchir sur la division de la société en classe, sur les profits, ...autant de choses jamais abordée, aide à se forger une conscience.

Compléter les notions théoriques par le vécu quotidien, élargir ses connaissances avec la situation dans les entreprises voisines, plus largement dans le pays, favorise la compréhension.

Le militantisme aura été aussi pour moi, source de rencontres et d'échanges. Les stages syndicaux, réunions, congrès, initiatives culturelles sont un apport qui permet de réfléchir pour connaître toujours mieux le monde qui nous entoure dans sa diversité et sa complexité.

La question de la place que ma génération occupe aujourd'hui reste bien modeste mais certainement pas inutile. Comment aider à restituer les expériences, les connaissances, dans une situation difficile et complexe. A chaque

période de la vie, nos anciens ont laissé un patrimoine Il constitue une grande partie de notre histoire toujours vivante.

Dans le même temps, je pense que l'histoire ne se racontera jamais mieux que par ceux qui l'ont vécue en y contribuant en toute honnêteté intellectuelle quand ils sont encore présents, même si leurs visions et leurs cultures sont parfois différentes des jeunes. »

Delio Menen : « Ma passion pour la photo, comme un sésame... »

« En plus de 45 ans de militantisme, les souvenirs se bousculent et il est difficile de faire un choix. J'ai un naturel curieux et pour moi ce n'est pas un défaut, bien au contraire.

Cela m'a permis d'oser aller à la rencontre d'un milieu qui n'était pas le mien. Ma passion pour la photo (encore) a été un sésame qui m'a permis d'avoir



PAROLES DE SYNDICALISTES

Les témoignages lus proviennent d'archives de l'Institut Départemental CGT d'Histoire Social (IDHS CGT 31) et de l'Association Pour l'Autobiographie et le Patrimoine Autobiographique (APA) ainsi que d'ateliers d'écriture réalisés à la Bourse du Travail en 2023.

SAMEDI 25 NOVEMBRE 2023 À 17H00
Bourse du Travail Place Saint-Sernin
– Salle Jean Jaurès

LECTURE PUBLIQUE THÉÂTRALISÉE

Suite →

→ La « TWINGO... CGT » ou la réussite d'une trentenaire

accès aux coulisses de nombreux meetings ou spectacles. Un événement culturel et politique m'a le plus marqué, c'était en 1985, « Les États Généraux de la Culture » au Zénith de Paris, événement initié par le regretté Jack Ralite, maire d'Aubervilliers, ancien ministre communiste de 1981 à 1983.

J'ai pu rencontrer Jean FERRAT et Isabelle AUBRAY pour la première fois. Je les ai immortalisés avec mon Pentax. Et cette magnifique photo que j'ai gardée précieusement, Jean me l'a dédicacée une trentaine d'année plus tard à la fête de « l'Humanité ». De cet événement, j'ai réalisé des centaines de photos et un reportage dans le journal local du PCF.

Il y a aussi la regrettée Fête de la CGT à Mondonville et mes retrouvailles avec Isabelle Aubray, une femme d'une douceur et d'une gentillesse qui se font rares dans ce métier. Cette fête c'était aussi la possibilité de prendre le temps de discuter avec les camarades autour d'un verre, d'y aller en famille. Un autre souvenir, c'est d'avoir assisté à un colloque à Lille, organisé par le pôle culture de la Confédération CGT qui avait invité les syndicats espagnol, anglais, belge et italien. Le thème en était « L'apport de l'immigration dans la Culture européenne ».

Cette année, le constructeur Renault fête les 30 ans et le succès de cette petite citadine qui a marqué plusieurs générations de conducteurs. Cependant, connaissons-nous bien l'histoire de cette automobile née aussi de la créativité et de l'engagement des métallurgistes CGT ?

C'est en pleine crise industrielle et sociale dans l'automobile et plus particulièrement chez Renault, qui fermera même en 1992 les usines de son site historique de Billancourt, que débute l'aventure de ce petit véhicule.

Fabriquer en France un petit modèle accessible à tous est un vieux rêve des ingénieurs de Renault. Devant le refus de la direction de s'engager dans cette voie, la CGT va concrètement initier le développement de ce véhicule économique.

Travaillant avec des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers CGT de Renault, prenant appui sur le concours d'anciens salariés de la marque et de maquettistes parmi les plus éminents, les syndicats ouvriers, techniciens et cadres de la Fédération de la Métallurgie CGT (UFICT-CGT) rejoints par la section syndicale des ingénieurs de Rueil étudient et réalisent leur propre projet. Ils la baptisent la « Neutral », anagramme de Renault. La « Neutral », conçue comme un véhicule de base, débarrassé de toutes fioritures, gadgets et options luxueuses. Ce n'est pas un projet d'experts mais le résultat d'une réflexion et d'un travail collectif des salariés eux-mêmes.

Dans une période marquée par les fortes hausses du prix du pétrole, cette « Neutral » s'adresse à une clientèle nouvelle - travailleurs, jeunes aux revenus modestes - afin de leur offrir leur première automobile de conception moderne et de faible consommation.

Le 7 novembre 1986, la CGT dévoile son « projet industriel », en exposant une

maquette grandeur nature au siège de la Confédération CGT. Le défi a été relevé de développer en moins d'un an une voiture complète. La « Neutral » existe, elle est réalisable.

Plusieurs initiatives pour la populariser sont prises dans le pays notamment à Toulouse devant la succursale Renault, avenue des Etats-Unis, en septembre 1989, par l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM) et l'Union départementale CGT. Des distributions de tracts et des débats sont également organisés.

Quatre ans plus tard, la direction nationale de Renault reconnaît le succès populaire de la « Twingo » basée grandement sur le design de la Neutral... Sans toutefois faire référence au projet CGT.

Aujourd'hui, la CGT considère que la réalisation d'un petit véhicule électrique accessible à tous et produit en France doit devenir une revendication répondant aux besoins sociaux et environnementaux de notre époque.

Gérald Veirier
ex-secrétaire de l'USTM-CGT



Affiche CGT La Neutral

Archives syndicat CGT métallurgie
CGT Haute-Garonne

→ La lente évolution de la CGT vers le féminisme

Lors des journées des 10 et 11 juin derniers à Albi sur le thème « *Capitalisme... et après ?* », Maryse Dumas, ancienne dirigeante nationale de la CGT, a retracé les relations complexes entre ce syndicat et le féminisme. Elle est l'auteure avec Sophie Binet et Rachel Silvera de « *Féministe, la CGT ? Les femmes, leur travail et l'action syndicale* ».

« Transformer à la fois les rapports de classe et de genre. » La syndicaliste Maryse Dumas était invitée, les 10 et 11 juin à Albi, par l'Association Jaurès Espace Tarn (Ajet). Dans son intervention « *Vision syndicale et historique du féminisme* », l'ancienne dirigeante de la CGT a retracé depuis l'origine la place des femmes dans cette organisation. Dès sa création en 1895, la CGT prévoit la syndicalisation « des deux sexes ». Cependant, jusqu'en 1920 la loi ne permet pas à une femme mariée de se syndiquer sans l'autorisation de son époux.

Officiellement admises à la CGT, les femmes ont tout de même du mal à y faire leur place. Lors du congrès fondateur, une porcelainière en grève, Marie Saverne, est présente à la tribune... mais on ne lui donne pas la parole. En 1913 Emma Couriau demande son adhésion... refusée par le syndicat du Livre. Et celui-ci exclut le mari d'Emma Couriau car il l'a laissée travailler ! Après un vif débat au sein de la CGT, le couple est autorisé en 1914 à adhérer.

Durant l'entre-deux-guerres les femmes arrivent massivement dans le monde du travail, participent aux grèves, dont celles du Front populaire. Cette tendance se poursuit après la IIe Guerre mondiale. Si la CGT revendique l'accès des femmes

à tous les emplois, elle leur laisse peu de place parmi les instances dirigeantes. En 1946 Marie Couette est la première femme à entrer au bureau confédéral.

« Dans les années 60 et 70, la CGT n'est pas à l'aise avec les questions de l'IVG et de la contraception, qui sont taboues », poursuit Maryse Dumas. Pour certains, ces thèmes « ne sont pas liés au travail » ou « proviennent de l'extrême gauche ». Néanmoins la CGT prend position pour l'IVG en 1972.

La crise à « Antoinette » est emblématique. Au fil des ans ce mensuel féministe puis féministe, créé en 1955 par la CGT, n'hésite pas à parler de sexualité, contraception, problèmes de couple... Ce qui ne plaît pas à tout le monde. Christiane Gilles, directrice d'« Antoinette », démissionne en 1981 et la rédactrice en cheffe, Chantal Rogerat, en fait autant l'année suivante. Cette crise plonge le mensuel dans un profond déclin, jusqu'à sa disparition en 1989.

Si les rapports entre la CGT et le mouvement féministe n'ont pas toujours été évidents, « le syndicat a tout de même largement contribué à ce que les ouvrières et employées se fassent entendre, respecter et accèdent à des responsabilités », estime Maryse Dumas. En dépit des embûches, le féminisme fait son chemin dans la CGT. En 1999 la parité est instaurée à la direction confédérale. En 2016 est créée une cellule de veille sur les violences sexistes et sexuelles internes. Jusqu'à l'élection début 2023 de la féministe Sophie Binet



Photo Archives municipales de Toulouse

Femmes ouvrières en 1914 à la poudrière de Toulouse. Elles ne peuvent pas encore se syndiquer sans l'autorisation des époux.

à la tête de la CGT. Une élection « historique » pour Maryse Dumas.

Aujourd'hui, la CGT compte 39% de femmes (1). Mais elles ne sont que 24% à la tête des fédérations et unions départementales. Parmi les nouvelles adhésions, réalisées pendant le mouvement social contre la retraite à 64 ans, on dénombre 48% de femmes.

« Aujourd'hui, ajoute Maryse Dumas, la CGT doit devenir franchement féministe et les organisations féministes doivent prendre davantage en compte le monde du travail. Il convient de mener de pair les deux combats dans un même mouvement d'émancipation. »

Bruno Vincens

(1) La Cfdt revendique 51% de femmes et 49% d'hommes. Cette confédération est moins bien implantée que la CGT dans les métiers de l'industrie, surtout occupés par des hommes, et mieux implantée dans les métiers du tertiaire, davantage occupés par des femmes.

→ Toulouse : Quand la voix de Jaurès résonne à nouveau dans la Bourse du Travail

Pour la 6^{ème} année consécutive, lors des Journées européenne du patrimoine, les 16 et 17 septembre dernier, l'Institut CGT d'histoire sociale de Haute-Garonne a organisé la visite de la Bourse du Travail de Toulouse et des studios de « Radio Mon Païs ». Deux jours après, y était accueillie « l'Association des Amis de Jean Jaurès à Toulouse » (AAJJT)¹, pour une conférence consacrée à l'histoire de cette même Bourse du Travail et au rôle de celle-ci dans la vie toulousaine.

Dans cette grande salle qui porte le nom de Jaurès, Remy Pech, président des Amis de Jaurès de Toulouse ouvrait la conférence. Jean Jaurès, élu en 1890 conseiller municipal et adjoint, avait assisté le 17 juillet 1892 à l'inauguration de cette deuxième Bourse du Travail par le maire Camille Ournac (la première se situant rue des Couteliers). Dans la cour intérieure de la Bourse (actuelle grande salle, depuis la réfection du bâtiment en 1928-1931), Jaurès prononça un discours à la demande des ouvriers. Un extrait de sa prise de parole est gravé sous son buste dans la salle éponyme. « *J'estime, peut-on lire, qu'il ne faut pas que la parole soit vaine. C'est une arme de combat dont il ne faut se servir que pour atteindre un but déterminé* ».

Pour Gilles Candar, président de la « Société d'études jaurésiennes », l'action à Toulouse de Jaurès n'est pas anodine dans l'évolution de la pensée et de l'action de Jaurès. « *Jaurès gagne en popularité et élargit son horizon car ce mandat lui offre l'occasion d'entrer en contact avec de nouveaux cercles du monde ouvrier. Il le fait dans un contexte difficile [...] en montrant les possibilités d'appui des pouvoirs publics avec la*

mise en place de la Bourse du Travail de Toulouse ».²

Cette soirée avec les Amis de Jaurès a également permis de visualiser un ensemble de photographies réunies par Christian Corbobbese, puis de présenter des ouvrages remarquables conservés dans la grande bibliothèque de la Bourse. De valoriser aussi l'architecture de l'actuel bâtiment, œuvre Art-Déco de l'architecte Jean Montariol.

Ces initiatives communes entre nos instituts d'histoire CGT et des associations comme les Amis de Jaurès sont à renouveler. L'AAJJT a été créée en 2012 par des universitaires et des citoyens toulousains. Elle vise surtout à éclairer l'actualité et préparer l'avenir en prenant appui sur les valeurs qui ont guidé l'action de Jaurès. A savoir : la défense de la paix, qu'il paya de sa vie ; un engagement européen soucieux de forger un monde pacifié ; la justice sociale, la laïcité, la quête de la vérité, le droit des femmes, la construction d'une société fraternelle respectant les cultures minoritaires.

L'association ne se limite pas à l'évocation des événements dont Jaurès fut le témoin et l'acteur. Elle aborde des sujets

d'une brûlante actualité en France et dans le monde. « *Ouverte aux esprits curieux de toutes générations et d'opinions diverses, elle œuvre pour le « vivre ensemble » et la citoyenneté universelle* ».

Prochaines initiatives en préparation :

- **Mardi 24 octobre.** Café Jaurès avec Rémy Cazals : « *Quatre de l'infanterie 1914-1918. Audois et Toulousains autour de Louis Barthas* ».

- **Samedi 25 novembre.** Colloque en partenariat avec le Conseil départemental de Haute-Garonne et le journal « l'Humanité ». « *Guerres et paix dans le monde, du 19^{ème} au 21^{ème} siècle* ».

- **Mardi 19 décembre.** Café Jaurès avec Pascal Dessaint, et son dernier livre sur l'Affaire Watrin à Decazeville en 1886.

Boris Beaudoin
IHS CGT Haute-Garonne,
IRHS Midi-Pyrénées, membre du CA des
« Amis de Jean Jaurès à Toulouse »

(1) Le site de l'association des « Amis de Jean Jaurès à Toulouse » : <https://www.amisdejaures-toulouse.info>

(2) Extrait (page 192) du Tome 2 des « Œuvres de Jaurès : le passage au socialisme, 1889 - 1893 ». Editions Fayard.

Le 17 juillet 1892, inauguration de la Bourse du Travail. Jean Jaurès participe, aux côtés du maire Camille Ournac, à cette inauguration.



Photo Archives municipales de Toulouse

Mutami
LE LIEN SOLIDAIRE

Retrouvez les coordonnées de vos agences Mutami en
Midi-Pyrénées sur www.mutami.fr.

SANTÉ

PRÉVENTION

MUTUELLE

MILITANTE

Prix d'un appel local

 **09 77 425 525**

MUTAMI, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 776 950 677, dont le siège est au 70 boulevard Matabiau CS 46951 31069 Toulouse Cedex 7.
Mutuelle soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR : 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris)

Toujours mieux
vous protéger...



 **N°Cristal 0 969 36 80 80**
APPEL NON SURTAXE

 **mutaero**
Vous respirez la santé

 www.mutaero.net

 **MUTUALITÉ
FRANÇAISE**



la Région Occitane / Pyrénées-Méditerranée - Direction de la communication et de l'information citoyenne - photo Laurent Baucoussat

LA RÉGION SOUTIENT L'ÉCONOMIE DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL

L'Occitanie se place désormais dans le trio de tête des régions qui attirent le plus grand nombre de jours de tournage et bénéficie ainsi d'importantes retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

En consacrant 4,75 M€ à la création audiovisuelle, la Région contribue au développement et à l'attractivité du territoire régional et favorise l'emploi de techniciens et comédiens locaux.



laregion.fr

**C'EST EN NOUS, C'EST ICI
OCCITANIE**

SOLIDAIRE

